

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

L'Orateur suppléant (M. Blaker): La Chambre accepte-t-elle de déclarer qu'il est 1 heure?

Des voix: D'accord.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Comme il est 1 heure, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 2 heures.

(La séance est suspendue à 12 h 56.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Quand la Chambre a ajourné à 1 heure pour le déjeuner, le député de Brampton-Georgetown (M. McDermid) avait la parole.

Des voix: Bravo!

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Monsieur l'Orateur, je me réjouis de ces applaudissements chaleureux.

Avant toutes choses, je voudrais, dans mon intervention d'aujourd'hui, souhaiter la bienvenue à la Chambre des communes à mes deux nouveaux collègues, l'honorable représentante de Leeds-Grenville (M^{me} Cossitt) et le député de Timiskaming (M. MacDougall), sans oublier, bien sûr, la représentante de Broadview-Greenwood (M^{me} McDonald). Je suis sûr qu'ils se plairont beaucoup ici, tout comme moi d'ailleurs, et je tiens par la même occasion dès à présent à les assurer de mon aide, de mon appui et de mes encouragements.

Aujourd'hui, nous discutons du bill C-128. Ce n'est pas un de ces projets de loi monstre truffé d'expressions ronflantes, comme les «attendu que», et autres du même genre. C'est un bill tout simple, à peine une page, dans lequel le gouvernement demande la permission d'emprunter 4 milliards de dollars. À le dire sans trop y réfléchir, cela ne fait trop mal. Je me rappelle que le printemps dernier, le gouvernement voulait emprunter onze milliards de dollars, en sus de tout ce qu'il avait déjà emprunté. L'opposition a demandé si le gouvernement avait besoin de tout cet argent. Et le gouvernement a répondu qu'il n'avait pas besoin de toute la somme, mais qu'il voulait constituer un fonds d'urgence. Nous étions d'accord pour dire que puisque le gouvernement n'en avait pas besoin, il ne l'obtiendrait pas. Nous lui avons dit que «Nous approuverions la portion de \$6.6 milliards et que s'il voulait emprunter davantage, il devrait de nouveau faire appel à nous.» Eh bien, le gouvernement n'a pas mis longtemps à revenir à la charge.

Il était assez intéressant d'entendre le leader du gouvernement à la Chambre déclarer à l'émission Canada AM, au début de la semaine, que la première question à l'étude à la Chambre serait un important débat sur l'économie. Il n'a pas soufflé mot d'un nouvel emprunt de quatre milliards de dollars. Il a dit qu'il s'agirait d'un grand débat sur l'économie. Quand je songe que ce gouvernement a déjà fait approuver par la Chambre des communes un pouvoir d'emprunt de 21.2 milliards de dollars, je me dis que les contribuables canadiens doivent vraiment avoir chaud au cœur de voir leur gouvernement faire des efforts frénétiques pour emprunter 21.2 milliards de dollars, pour défrayer son gaspillage, c'est le mot. Cette année, les dépenses gouvernementales augmenteront de 17 p. 100 par rapport à l'année dernière. Il n'y a pas beaucoup

de Canadiens au pays qui peuvent se permettre de dépenser 17 p. 100 de plus cette année que l'année dernière, tout simplement parce qu'ils n'ont pas davantage de revenus et qu'ils ne peuvent se permettre d'emprunter.

• (1410)

Les Canadiens seront heureux d'apprendre que notre dette totalise environ 150 milliards de dollars. Avant la fin de l'année, soit avant le 31 mars 1983, je suis convaincu que ce gouvernement, qui n'en est pas un, reviendra à la charge pour emprunter davantage. Je suis convaincu qu'il y aura un autre débat sur le pouvoir d'emprunt d'ici la fin de la présente année fiscale. Je ne pense pas que nous en ayons vu la fin.

Si le gouvernement décide de commencer à rembourser sa dette—et je vais laisser de côté l'intérêt pour le moment—et de verser 1 milliard par an, il faudra compter 150 ans pour l'amortir. Qui la paiera? Ce sont ces écoliers assis dans la tribune qui devront la payer. Ils devront payer les erreurs que nous commettons aujourd'hui. Leurs enfants et les enfants de leurs enfants paieront jusqu'à la fin de leurs jours. Le gouvernement ne prend pas cela au sérieux; il s'en fiche éperdument.

Où le gouvernement actuel comprime-t-il les dépenses? On nous a annoncé que, l'année prochaine, le gouvernement diminuerait de 245 millions de dollars les dépenses au titre de la défense. Lorsque nous avons interrogé le ministre à ce sujet, il a déclaré qu'en limitant les salaires à 5 et 6 p. 100 le gouvernement n'aurait pas à dépenser de 245 à 250 millions de dollars, même si on ne dépense pas cet argent à l'heure qu'il est. Drôles d'économies! Comme l'a dit mon chef l'autre jour, c'est un trompe-l'œil, et il a entièrement raison.

Parlons maintenant du remboursement des intérêts. Les chiffres énoncés par le ministre des Finances (M. Lalonde) indiquent que les intérêts sur la dette nationale s'élèvent maintenant à 16,715 millions de dollars. Cela représente plus que les paiements de transfert que le gouvernement fédéral verse aux provinces en disant que cela le met à genoux. Les intérêts à payer excèdent de près d'un milliard et demi les paiements de transfert aux provinces. C'est absolument scandaleux.

Et comment cela se répercute-t-il sur le contribuable? Voyons voir. Les intérêts sur la dette ont augmenté de 1058 p. 100 depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre, il y a une quinzaine d'années. Cela nous semble un siècle. On dirait même une éternité. Les Canadiens ne manqueront sûrement pas de redresser cette situation lors des prochaines élections.

Comme le coût des intérêts a monté de 1058 p. 100, la dette s'élève maintenant à \$14,116 par contribuable canadien. Répartie entre tous les habitants, notamment ces jeunes et brillants Canadiens qui sont dans la tribune aujourd'hui, la dette passe alors à \$5,473 par personne. C'est ce que doivent chacun de nos visiteurs. Peut-on croire que ce gouvernement prend la question des dépenses au sérieux?

Depuis cinq mois, j'ai perdu une trentaine de livres, monsieur l'Orateur. J'y suis parvenu en me privant de toutes ces bonnes sucreries dont mon père m'a transmis le goût. J'en ai fait le sacrifice pour maigrir et me remettre en forme. Je me suis débarrassé du gras. Le gouvernement devrait s'y mettre lui aussi. C'est bien joli d'avoir ses petits jouets dont quatre avions à réaction de Canadair pour faire un saut d'une ville à l'autre, ainsi que les autres menus avantages, comme celui des ministres qui ont un chauffeur pour se faire conduire au Parlement.